

ADRESSE  
AU MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE,  
AU MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,  
AU RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE .....

Les **M**issions **G**énérales d'**I**nsertion, sous la responsabilité des recteurs ont pour tâche de travailler à l'insertion scolaire, sociale et professionnelle des élèves « décrocheurs ou sans solution ». 150 000 jeunes sont dans cette situation chaque année ; la moitié d'entre eux bénéficiaient alors d'un projet individualisé d'aide à la scolarisation ayant pour objet de les conduire vers une qualification.

Aujourd'hui, les personnels de la MGI (en majorité des enseignants non-titulaires) qui remplissent leur mission de service public et répondent à un besoin avéré, craignent que dès la rentrée de septembre, l'Etat, profitant des difficultés financières de la MGI liées à son désengagement continu depuis 2000 et à sa mauvaise gestion des fonds sociaux européens, supprime leur mission qui relève pourtant entièrement de sa responsabilité (loi d'orientation du 10/07/89 et loi quinquennale du 20/12/93).

La fédération des syndicats SUD Éducation exige :

- ✂ Le **MAINTIEN ET LE DEVELOPPEMENT dans l'Éducation nationale** des actions en faveur des jeunes, âgés de 16 et plus, et particulièrement à destination des publics défavorisés...Halte à la diminution du nombre de classes donc à l'augmentation des effectifs, halte à la baisse des moyens, aux retards d'ouvertures, à la réduction de la semaine de cours
- ✂ Le **MAINTIEN DE TOUS LES POSTES** au sein de la M.G.I.
- ✂ Le **RÉEMPLOI DE TOUS** immédiatement
- ✂ une politique de **TITULARISATION** sans conditions des personnels : leurs missions relèvent d'une mission de service public dont il convient d'assurer la pérennité à travail égal, salaire égal, droits égaux : salaire, avancement, représentation (électeur et éligible)

Les personnels, les parents d'élèves soussignés soutiennent ces revendications :

Nom prenom	profession	coordonnées	signature